

Pologne

Commission Commerce/Economie

Quelle stratégie de coopération européenne face à la géopolitique chinoise de la Route de La Soie en Europe ?

Notre gouvernement Polonais est dirigé par le PiS, le parti conservateur de notre pays avec son Chef d'Etat Andrzej Duda. Il détient la majorité au parlement La Pologne s'intéresse tout particulièrement au projet de coopération avec la Chine : la nouvelle route de la soie. Son problème étant que la Pologne puisse bénéficier pleinement de ce projet, en particulier sur le plan économique.

La Pologne est directement concernée par ce projet. En effet, elle serait la porte d'entrée des marchandises Chinoises en Europe. La voie commerciale terrestre traverse notre pays d'Est en Ouest, c'est la voie de communication terrestre la plus courte depuis la Chine. Le problème étant que ces accords multilatéraux ne devront pas se faire au seul profit de la Chine, mais de tous les pays y participant y compris la Pologne, ils devront se baser sur un principe de réciprocité. Ce projet permettra à l'Europe et à la Pologne de s'assurer une place dans le monde globalisé de demain.

Depuis 2012, notre pays a compris l'intérêt de se rapprocher de la Chine. La Pologne, avec d'autres pays de l'Europe de l'Est s'est unie avec la Chine avec des accords communs lors d'un premier sommet à Varsovie en 2012. C'est le 17+1, notre pays ainsi que ses voisins a établi plusieurs directives de coopération avec la république populaire de Chine. Parmi lesquels l'instauration d'un secrétariat commun aux pays membres du sommet, d'un fond de 10 billions de \$ pour les investissements de nouvelles infrastructures. Les pays d'Europe de l'Est ont facilité l'implantation d'entreprises Chinoises sur leur territoire, elles ont contribué au développement économique et technologique de notre pays. La Chine s'engageait à aider la Pologne à développer ses voies de communication notamment ses autoroutes et ses chemins de fer. Depuis ce sommet au-delà des discussions sur le plan économiques, ils ont établi des relations sur le plan culturel, 1 000 étudiants des 16 pays d'Europe centrale ont ainsi été invités en Chine pour apprendre le mandarin. Et un fond de recherche commun a été établi.

Le 17+1 ne s'est pas arrêté à ces directives, d'autre sommets ont eu lieu toutes les années pour renforcer cette coopération. La Pologne a besoin de cette ouverture vers l'Asie, notre pays produit des ressources naturelles et l'industrie a encore une place très importante (38,5% du PIB national), la Chine nous offre un grand potentiel d'exportation et une source potentiel d'investissement pour les infrastructures polonaises (développement du réseau ferroviaire en particulier). Le taux de croissance de notre pays (4%) est relativement élevé comparé aux autres pays Européens, c'est le moment pour la Pologne de s'ouvrir commercialement. L'objectif de notre pays est de s'assurer, au cours de ces sommets avec la Chine, que ces accords bénéficient nos deux pays. La Pologne reconnaît que l'Europe et surtout des pays comme l'Allemagne lui offre un marché important mais elle entrave souvent notre commerce par une législation trop dure. Une ouverture avec la Chine permettra d'avoir un marché plus grand, évidemment des mesures sont nécessaires pour que le seul bénéficiaire ne soit pas la Chine. Pourtant, le 17+1 n'a pas permis la croissance promise. La Pologne a aussi besoin de l'Union Européenne.

Ce projet contribuera à une croissance économique et une ouverture commerciale de notre pays sur l'Asie mais nous devons à la fois contrôler ces investissements étrangers qui ne sont pas forcément bénéfiques à la Pologne. Le 24 juillet 2015, la Pologne a voté une loi pour protéger les grandes entreprises d'importance stratégique pour le pays et son économie. Par

exemple, dans la ville de Łódź, située dans le centre de la Pologne, a été lancé un projet pour la construction d'un terminal à conteneurs. Ce projet financé par un investisseur Chinois aurait ouvert la ville qui possède une liaison ferroviaire de fret avec la Chine à l'exportation de produits alimentaires polonais. Toutefois, notre gouvernement a bloqué la vente du terrain, invoquant des raisons de sécurité.

Tout de même, l'importation de fret en provenance de la Chine a considérablement augmenté ainsi que les exportations quoi que plus faiblement. Les importations sont passées de presque de 2 millions de tonnes marchandises en 2012 à 4 millions en 2019, et les exportations de 0.5 à 1.5 millions entre 2012 et 2019. Ces échanges ne sont pas encore très nombreux, mais si le projet de la route de la soie aboutit, des mesures devraient être prises pour protéger notre économie face à la république populaire de Chine.

La Pologne a besoin de se développer économiquement. Pionnière dans les relations économiques avec la Chine, elle continuera de les entretenir, elles lui permettront d'obtenir des injections de capital dans ses infrastructures. De même, si l'Europe est réticente dans la réalisation de cette coopération stratégique, la Pologne n'hésitera pas à poursuivre sa coopération avec la Chine avec ou sans le soutien de l'Union Européenne. Mais elle est aussi consciente qu'elle a besoin de certains pays Européens et notre gouvernement voit aussi dans ce rapprochement avec la Chine une perte d'indépendance. La Pologne doit songer d'abord à ses intérêts économiques avant que ceux des autres pays de l'Union.